



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne



Service départemental de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 17/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LE PARC DES FÉLINS SAS**

DOMAINE DE LA FORTELLE  
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/Maz/231676

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée les 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2023 dans les parcs zoologiques de Lumigny à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du plan de contrôle de la Mission Interservices des Polices de l'Environnement (MIPE) de Seine-et-Marne, la DRIEAT 77, Pôle Élevages Est, et l'Office Français de la Biodiversité (OFB), Service Départemental de Seine-et-Marne, Direction régionale d'Île-de-France et Service Police Judiciaire et Renseignement, ont réalisé une inspection administrative conjointe, les 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2023, des parcs zoologiques de Lumigny à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77). Le présent rapport porte sur les procédures internes, les moyens, la gestion de la ressource en eau et les infrastructures zoologiques et de sécurité générale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE PARC DES FÉLINS SAS
- DOMAINE DE LA FORTELLE 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0057700122
- Régime ICPE : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Zoos et Aquariums »)
- Régime FSC : Établissement de 1<sup>ère</sup> catégorie
- Statut Seveso : Non
- Statut IED – MTD : Non

Les parcs zoologiques de Lumigny sont implantés sur le territoire de la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux (77), au nord du hameau de Nesles-la-Gilberde, en bordure de la route départementale n° 402, de Chaumes-en-Brie à Coulommiers.

Ils se composent de deux secteurs :

- le secteur « Parc des Félin » , situé dans le Domaine de la Fortelle et dédié aux félins,
- le secteur « Terre de Singes » , situé en face du secteur précédent, de l'autre côté de la route départementale n° 201 et dédié aux singes.

Un projet d'extension a été autorisé au printemps 2022, constitué par la création d'un hôtel de 100 chambres et d'une plaine africaine, au sud du secteur « Terre de Singes ».

**Les thèmes de visite retenus faisant l'objet du présent rapport sont les suivants :**

- Procédures internes
- Moyens humains et matériel
- Gestion de la ressource en eau
- Infrastructures zoologiques et de sécurité générale

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les parcs zoologiques de Lumigny ont fait l'objet de deux incidents dans les deux dernières années, dont un, le 9 avril 2023, a revêtu une particulière gravité, motivant une partie du contrôle objet du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Aménagement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
10	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
17	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
28	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
29	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
30	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
31	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
38	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
39	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
40	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
41	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
45	Règlement intérieur	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
46	Règlement de service	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
47	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1 >3.3	/	Sans objet
7	Aménagement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.7	/	Sans objet
15	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3	/	Sans objet
16	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3	/	Sans objet
18	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4	/	Sans objet
19	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
20	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
21	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
22	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
23	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
24	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet
25	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4.16	/	Sans objet
26	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.11	/	Sans objet
27	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
32	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.1	/	Sans objet
33	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.2	/	Sans objet
34	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.3	/	Sans objet
35	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.4	/	Sans objet
36	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.6	/	Sans objet
37	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.7	/	Sans objet
42	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1>9.4.2	/	Sans objet
43	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.2	/	Sans objet
44	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.5	/	Sans objet
48	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>Titre 3 Art 1.1	/	Sans objet
49	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'importantes anomalies de sécurité, de gestion du personnel et des procédures internes ont été identifiées. L'absence d'attention portée sur la thématique de la protection de la ressource en eau souterraine a également été mise en lumière. Des corrections vont devoir être apportées en profondeur.

### 2-4) Fiches de constats

#### POINT DE CONTRÔLE N° 1 : De la prévention des risques écologiques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le déclarant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu. Les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé sont régulièrement surveillées et les forages, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine. Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute. Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont portés à la connaissance du préfet par le déclarant dans les meilleurs délais. Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le déclarant doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer les conséquences et y remédier.
<b>Constats :</b> Les stockages de matières dangereuses ne sont pas conçus pour prévenir les pollutions. Les têtes de puits des deux forages du secteur "Parc des Félines" servent pour l'entreposage d'équipements et de déchets. Aucune mesure de protection n'est mise en œuvre. L'accès à ces têtes de puits n'est pas verrouillé. Un forage a été créé sans déclaration préalable dans le secteur "Terre de Singes". Sa conception ne respecte pas les règles de l'art et ne permet pas de prévenir les pollutions. Par ailleurs, le local accueillant la tête de puits sert de stockage pour du matériel à moteur et pour le carburant nécessaire à leur fonctionnement. L'exploitant ne prend aucune mesure pour protéger la ressource en eau et crée, au contraire, des conditions favorables à la survenue d'un accident.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir fait réaliser des devis pour les différents travaux d'études et de mises aux normes des forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## POINT DE CONTRÔLE N° 2 : De la prévention des risques écologiques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a mis en place aucune mesure pour limiter ses prélèvements sur la ressource en eau. Les prélèvements sur les forages privés ne sont pas suivis. Au contraire, l'exploitant a créé sans déclaration préalable un forage sur le secteur "Terre de Singes", dont les prélèvements, non-suivis, servent à soutenir le niveau d'eau des fossés qui entourent certains enclos. Ce type d'usage de la ressource en eau nécessite d'être encadré et surveillé, notamment en période de sécheresse.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir faire réaliser des devis pour les différents travaux d'études et de mises aux normes des forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 3 : De la prévention des risques écologiques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable
<b>Constats :</b> Il n'existe aucun moyen fonctionnel et suivi pour répondre à cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 4 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le déclarant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les prélèvements par pompage visés à l'article 8-2 de l'arrêté, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;</li><li>- pour les autres types de prélèvements visés à l'article 8-3, les valeurs des volumes prélevés mensuellement et annuellement ou les estimations de ces volumes, les valeurs des grandeurs physiques correspondantes suivies conformément à l'article 8 et les périodes de fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ;</li><li>- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;</li><li>- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.</li></ul>
<b>Constats :</b> Ces éléments sont absents.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir fait réaliser des devis pour les différents travaux d'études et de mises aux normes des forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 5 : De la prévention des accidents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1 >3.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. La pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales. Pour l'enclos d'immersion des Magots, des groupes constitués de 6 visiteurs maximum pourront avoir accès à certains secteurs non habituellement accessibles au public, dans les conditions énoncées ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le groupe a accès, dans les conditions mentionnées ci-dessous, au local de préparation des rations alimentaires des Magots, ainsi qu'à un point de distribution de la nourriture, situé en dehors du sentier de visite habituel,</li><li>• Le groupe est encadré, durant tout le temps de la prestation, par au moins un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement dans l'enclos concerné,</li><li>• Avant le début de la prestation, un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement de l'enclos concerné, remet aux visiteurs les consignes particulières de visite et leur explique oralement leur contenu,</li><li>• Avant le début de la prestation, les visiteurs doivent satisfaire aux opérations préalables nécessaires à garantir l'hygiène et la protection de la santé des visiteurs, personnels et animaux,</li><li>• Durant la prestation, les visiteurs doivent respecter scrupuleusement les consignes sanitaires et de sécurité prévues. Tout manquement doit conduire à l'arrêt immédiat de la prestation,</li><li>• L'exploitant doit veiller à ce que les animaux participants à cette prestation ne génèrent pas un risque sanitaire ou de sécurité, liés à leur état de santé ou à leur comportement,</li><li>• L'exploitant doit veiller à ce que la prestation ne génère pas de stress pour le groupe d'animaux ou pour les animaux pris individuellement. Ces derniers doivent pouvoir s'extraire du lieu de réalisation de la prestation, s'ils le souhaitent,</li><li>• L'exploitant doit veiller à accompagner la prestation d'un discours pédagogique et éducatif.</li></ul>
<b>Constats :</b> Cette prescription est globalement respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## POINT DE CONTRÔLE N° 6 : Aménagement de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Capacité technique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2 (Régime A) : Prélèvement 1 Parc des Félines (existant) : 12 m <sup>3</sup> /h Prélèvement 2 Parc des Félines (existant) : 2,5 m <sup>3</sup> /h Prélèvement 3 extension (nouveau) : 6 m <sup>3</sup> /h Total : 20,5 m <sup>3</sup> /h
<b>Constats :</b> Ces dispositions n'ont pas pu être vérifiées, les ouvrages sur la ressource en eau souterraine et les prélèvements n'étant pas suivis.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir faire réaliser des devis pour les différents travaux d'études et de mises aux normes des forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Aménagement de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Capacité technique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Systèmes d'assainissements collectifs des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R-2224-6 du code général des collectivités territoriales : Station d'épuration du Parc des Félines (existante) Station d'épuration de Terre de Singes (existante)
<b>Constats :</b> Les unités de traitement des eaux usées sont en place et fonctionnelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 8 : De l'organisation générale des établissements.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
<b>Constats :</b> Un règlement intérieur et un règlement de service ont été établis. Le détail de leur contenu est évoqué plus loin dans le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 9 : De l'organisation générale des établissements.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
<b>Constats :</b> Le titulaire du certificat de capacité n'était pas présent lors de la présentation du contrôle. L'effectif d'encadrement est insuffisant et les périodes de congés ne permettent pas la présence constante et effective d'un personnel possédant un pouvoir de décision et d'autonomie suffisants pour assurer les missions d'un capacitaire.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir lancé le processus de recrutement d'un capacitaire et soutenir la démarche d'obtention du certificat de capacité initiée par le vétérinaire de l'établissement. Dans l'attente, le capacitaire historique de l'établissement reste en fonction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15jours

**POINT DE CONTRÔLE N° 10 : De l'organisation générale des établissements.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

**Constats :**

Le service « Animalier » intervient sur les deux secteurs de l'établissement, sept jours sur sept. Le chef de service est également le vétérinaire, en charge de tout le suivi sanitaire de la collection, ainsi que des échanges d'animaux. Chaque soigneur est en charge d'un secteur étendu et peut cumuler ce dernier avec, par exemple, l'activité de préparation des repas, quand la personne en charge est absente. Pour permettre la présence des soigneurs de 7h15 à 19h15, les plannings prévoient deux à trois heures en milieu de journée pendant lesquelles ces derniers ne sont pas considérés comme « en pause » mais « en dehors du service ». Sur ce créneau, aucun soigneur n'est disponible dans l'établissement, reportant les éventuelles interventions urgentes sur l'encadrement. Le service « Technique » intervient sur les deux secteurs de l'établissement. Un décalage de prise de service permet une présence de personnel technique de 7h30 à 17h30. Certains agents ont un temps de travail de 48 heures par semaine. Par ailleurs, le week-end, période de forte activité, notamment au printemps, un seul agent technique est présent pour l'ensemble du parc. Le service « Animation », qui participe à la sécurité et encadre les visiteurs, notamment dans les enclos en immersion, compte, au maximum douze agents et un chef de service. Au maximum, neuf animateurs sont présents simultanément sur les deux secteurs de l'établissement. Compte-tenu de l'existence d'enclos d'immersion, mobilisant du personnel sur un espace relativement limité, le nombre de personnel présent au maximum dans les principaux secteurs du parc est de six, ramené à quatre en dehors des pointes de visite. S'agissant de l'encadrement, il transparaît des échanges et des plannings consultés, que ces derniers cumulent les fonctions supérieures, tout en se substituant, le cas échéant, au personnel d'exécution, en cas de vacance temporaire. Ainsi, le vétérinaire peut être amené à travailler sept jours d'affilée, suivis d'une seule journée de pause, avant de reprendre pour sept jours de service consécutifs. A deux reprises dans l'année écoulée, le vétérinaire a travaillé dix jours d'affilée, suivi d'une seule journée de pause. Le directeur opérationnel travaille couramment six jours sur sept, avec une seule journée de pause par séquence, et peut être présent jusqu'à neuf jours d'affilée, en ne bénéficiant à la suite que d'une journée de pause avant de reprendre son service habituel six jours sur sept. Ce rythme de travail, le cumul des fonctions opérées au sein de l'encadrement, ne permet pas d'organiser de réelles suppléances. Ainsi, le jour du lancement de l'inspection, l'adjointe du chef de service « Animalier » était en congés, le chef de service « Animalier » et vétérinaire était en récupération, après un service de dix journées consécutives, le capacitaire absent. Seul le directeur opérationnel, les chefs du service « Animation » et du service « Technique » étaient présents. Aucun cadre zoologique n'était en service dans l'établissement. Les moyens humains de l'établissement paraissent gravement insuffisants. La recherche d'optimisation des plannings opérationnels a créé des interruptions de service habituelles, en pleine journée et y compris en période de forte activité, sur des secteurs sensibles, ayant trait à la sécurité et au soin des animaux. La résilience de l'organisation apparaît fragilisée.

**Observations :**

Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique travailler à une réduction de l'amplitude horaire et un décalage des horaires de pause de l'équipe animalière, de façon à assurer une présence soigneurs en continuité sur les temps d'ouverture au public. Il travaille également à l'amélioration du planning du « responsable du jour ». Il précise avoir lancé la démarche de recrutement d'un chef soigneur expérimenté et avoir acté le recrutement d'un second vétérinaire expérimenté, qui prendra ses fonctions au 1er octobre prochain. Un redéploiement de personnel administratif a été mis en œuvre pour soulager l'encadrement dans ses tâches.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 11 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.
<b>Constats :</b> La formation de certains personnels ne paraît pas suffisante. Une méconnaissance des risques et des fonctionnements techniques de certains secteurs du parc a été constatée lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 12 : De la prévention des accidents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.
<b>Constats :</b> Les abris animaliers ont une conception qui ne permet pas, pour la plupart, de vérifier qu'aucun animal n'a réussi à pénétrer dans le couloir de service, directement en prise avec l'extérieur. La création de sas dans ces abris semble important, mais, dans l'attente, les œillets créés ne sont pas opérants, du fait de la configuration des accès. Ils n'offrent donc aucune garantie de sécurité. Il n'existe pas de dispositif de double-asservissement des trappes. Les dispositifs visuels censés palier ce manque ne paraissent pas opérants dans nombre d'abris. Le verrouillage des trappes ne repose, dans la plupart des cas, que sur le poids de ces dernières, alors même que le système de manœuvre par câble est accessible aux animaux. Il a également été constaté que les installations électriques des abris animaliers pouvaient être assez dégradées, tout n'ayant jamais fait l'objet du contrôle de conformité réglementaire, qui permettrait de prévenir une défaillance technique ou un accident. Ce point est d'autant plus important que ces installations électriques sont la plupart du temps attachées directement sur la structure métallique de l'abri.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique que 20 sas ont déjà été installés dans les abris des félins et d'autres seront installés prochainement (devis en cours). Des passes-viandes dans les loges des grands félins, dans un premier temps, seront installés, afin qu'il ne soit plus nécessaire aux soigneurs d'entrer dans les loges lors du nourrissage. Des améliorations des systèmes d'ouverture des trappes à distance sont en cours d'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3mois



### POINT DE CONTRÔLE N° 13 : De la prévention des accidents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit une procédure de surveillance du parc (clôtures, animaux, public, etc.) avec vérification quotidienne de la présence de l'intégralité des animaux de chacun des deux secteurs du parc ainsi que l'état des clôtures et le bon fonctionnement des fils électriques des enclos. Cette vérification a lieu avant l'ouverture au public ; toute anomalie est consignée sur un registre et il y est pallié avant la sortie des animaux.
<b>Constats :</b> Des procédures de vérification des clôtures existent mais ces vérifications ne sont pas quotidiennes. Un document de suivi des anomalies et de leur correction existe mais il n'est pas correctement complété. Très peu d'interventions de correction sont reportées. Il n'y a donc pas de suivi des interventions, ni de mise en perspective de la maintenance au regard de la fréquence des signalements des défaillances. Il n'y a pas de dénombrement quotidien avant ouverture au public sur certains enclos. Le contrôle du bon fonctionnement de la clôture électrique se fait uniquement par testeur manuel. Les alarmes de verrouillage électrique des cages de soins ne sont pas reliées à un détecteur central de panne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

### POINT DE CONTRÔLE N° 14 : De la prévention des accidents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 2 au présent arrêté. L'établissement dispose d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Doivent être affichées, à intervalle régulier et judicieusement placées, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18,</li><li>• le numéro d'appel de la gendarmerie : 17,</li><li>• le numéro d'appel du SAMU : 15,</li><li>• le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone</li></ul>
<b>Constats :</b> Il y a peu de panneaux signalétiques sur la sécurité. Sur le secteur "Parc des Félinis", un seul affichage est présent à l'entrée du site. Les échanges intervenus lors de l'inspection ont mis en lumière le fait que certains soigneurs ne savent pas où se trouve le poste de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 15 : De la prévention des accidents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans le secteur « Parc des Félines », trois entrées, ainsi que les voies réservées au personnel sont disponibles pour l'accès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). Dans le secteur « Terre de Singes » et pour l'accès au pôle hôtelier, deux entrées, ainsi que les voies réservées au personnel sont également disponibles pour l'accès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'exploitant maintient en état de fonctionnement la plate-forme d'aspiration au niveau de l'étang conformément aux dispositions précisées par le SDIS</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans les locaux, y compris du pôle hôtelier, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou, en cas de risque électrique, des extincteurs portatifs à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement, à raison d'un par 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur,</li><li>• des extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur,</li><li>• dans le secteur « Parc des Félines », deux réserves incendie implantées à 200 mètres au plus du risque : l'étang de capacité approximative de 41.000 m<sup>3</sup> et deux bâches incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> chacune. Ces réserves sont sécurisées et inaccessibles au public. Elles restent disponibles et accessibles en permanence par les services de secours et la qualité de l'eau est propre et compatible avec les pompes des engins de secours,</li><li>• dans le secteur « Terre de Singes », une bâche incendie d'une capacité totale de 240 m<sup>3</sup>. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers,</li><li>• pour la protection du pôle hôtelier, deux bâches incendie d'une capacité unitaire de 240 m<sup>3</sup> disposées à proximité des bâtiments d'hébergement et implantées de façon à couvrir l'ensemble des locaux. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers. Chaque prise et point d'eau dispose d'une plaque de signalisation conforme à la norme NF S 61-221. Après la mise en place ou la modification de ces éléments de défense incendie, l'exploitant transmet à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours – service risques industriels et DECI – 56 avenue de Corbeil BP 70109 – 77001 MELUN, et à l'inspection des installations classées, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau, faisant apparaître :</li><li>• la conformité aux normes NF S 62-240 et NF S 61-240 ;</li><li>• la capacité minimale réellement utilisable propre à chacune des réserves telle que listées ci-dessus. La paille utilisée sur le site est stockée dans un abri situé à au moins 50 mètres des locaux destinés au public ou à usage d'habitation.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 16 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans les locaux, y compris du pôle hôtelier, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou, en cas de risque électrique, des extincteurs portatifs à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement, à raison d'un par 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur,</li><li>• des extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur, • dans le secteur « Parc des Félinis », deux réserves incendie implantées à 200 mètres au plus du risque : l'étang de capacité approximative de 41.000 m<sup>3</sup> et deux bâches incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> chacune. Ces réserves sont sécurisées et inaccessibles au public. Elles restent disponibles et accessibles en permanence par les services de secours et la qualité de l'eau est propre et compatible avec les pompes des engins de secours,</li><li>• dans le secteur « Terre de Singes », une bâche incendie d'une capacité totale de 240 m<sup>3</sup>. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers,</li><li>• pour la protection du pôle hôtelier, deux bâches incendie d'une capacité unitaire de 240 m<sup>3</sup> disposées à proximité des bâtiments d'hébergement et implantées de façon à couvrir l'ensemble des locaux. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers. Chaque prise et point d'eau dispose d'une plaque de signalisation conforme à la norme NF S 61-221.</li></ul>
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 17 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées régulièrement, conformément à la réglementation. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.
<b>Constats :</b> Seules les installations électriques des secteurs classés "ERP" font l'objet d'une vérification périodique. Les autres installations électriques, non en prise directe avec le public, ne sont jamais contrôlées, autrement que pour savoir si elles sont opérationnelles ou non. Notamment, les installations électriques des abris animaliers sont assez dégradées, tout n'ayant jamais fait l'objet du contrôle de conformité réglementaire, qui permettrait de prévenir une défaillance technique ou un accident. Ce point est d'autant plus important que ces installations électriques sont la plupart du temps attachées directement sur la structure métallique de l'abri.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 18 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 19 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les enclos à immersion, les visiteurs sont en permanence sous la surveillance de l'équipe d'animateur/animaliers qui veillent à ce que les consignes de sécurité soient respectées. En outre une signalisation adéquate, rappelant l'ensemble des consignes de sécurité est disposée régulièrement sur le parcours pédestre à l'entrée et à l'intérieur des enclos d'immersion
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 20 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les enclos à immersion, il est interdit aux visiteurs d'introduire des boissons ou aliments. La signalétique de rappel doit être suffisamment claire.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 21 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nourrissage des animaux s'effectue dans une zone de l'enclos à laquelle les visiteurs n'ont pas accès, éloignée du chemin.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 22 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chemin de circulation du public dans l'enceinte du parc est clairement délimité.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 23 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque soigneur possède sur lui un Talkie-Walkie permettant de joindre et d'être joint par la direction.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 24 : Des conduites d'élevage des animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations d'hébergement des animaux sont situées en retrait de la route qu'elles bordent, de façon à : - protéger les animaux du stress de la circulation ; éviter que la vue des animaux distraie les automobilistes.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 25 : Des conduites d'élevage des animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4.16
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conduite d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun reptile, ni aucun animal venimeux ne sera détenu sur le site.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 26 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger. Si un fossé sert à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux, ce dernier devra être d'une largeur suffisante pour empêcher tout franchissement intempestif. Il sera obligatoirement rempli d'eau et un dispositif de remplissage sera prévu, afin de garantir le niveau d'eau, même en période de sécheresse. Si le niveau d'eau devient insuffisant dans le fossé, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures adaptées pour empêcher l'évasion des spécimens. Du côté du public, l'exploitant devra mettre en œuvre tout dispositif adapté pour empêcher une chute accidentelle d'un visiteur. Enfin, aucun passage pour le public n'est réalisé au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux. Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 27 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans la zone réservée à la faune domestique, ainsi que dans l'enclos des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et dans la volière des oiseaux du secteur « Terre des Singes », la circulation du public dans les enclos ou dans les lieux où circulent les animaux répond, selon les modes de présentation, aux conditions fixées en annexe 2 au présent arrêté.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**POINT DE CONTRÔLE N° 28 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
<b>Constats :</b> S'agissant de la clôture extérieure, tenant compte de précédentes remarques, l'exploitant gère régulièrement la problématique du développement de la végétation et des arbres autour de ses clôtures. Néanmoins, des anomalies notables ont été relevées, notamment des enfoncements du grillage dus à des reculs de bus non-réparés et qui n'ont pas donné lieu à la mise en place des dispositifs permettant d'empêcher les bus d'endommager la clôture, une baisse de niveau de clôture au niveau de la maison situé en bas du secteur Parc des Félines, côté RD 201 (thuyas), au niveau du muret à l'angle adjacent et au niveau d'une des maisons se trouvant le long de la RD 401, l'absence de retour sur la clôture implantée sur le muret se trouvant en bas du secteur Parc des Félines, côté opposé à la RD 201, du grillage distendu et des poteaux tordus, sans doute du fait de la chute de grosses branches, mais non-réparés en plusieurs endroits du secteur Parc des Félines, l'ouverture d'un point de passage dans l'enveloppe extérieure pourvu d'une porte fragile et dans le système de fermeture est facilement cassable. Les clôtures intérieures présentent moins de défauts de torsion ou de tension que la clôture extérieure. Néanmoins, en de nombreux endroits, dans ces clôtures directement accessibles aux animaux, les passages d'abreuvoir sont bloqués par une pierre, une bûche ou un bâton, y compris dans les enclos où la taille des félins permettrait leur passage vers l'extérieur.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir comptabilisé les linéaires de clôtures extérieurs ne respectant pas la réglementation ou n'étant pas dans un état convenable, et avoir amorcé les travaux nécessaires. Il précise consulter en parallèle des entreprises spécialisées dans la pose de grillage, afin de gagner en rapidité d'intervention. Afin d'assurer la sécurisation du grillage proche du parking bus, il s'engage à installer des dispositifs dans les prochains jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois



**POINT DE CONTRÔLE N° 29 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des clôtures électriques sont utilisées en complément du dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos, tels que présentés dans le dossier de demande. Le fonctionnement des fils électriques est vérifié quotidiennement
<b>Constats :</b> Les clôtures électriques sont en place mais leur suivi est très parcellaire et non-centralisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 30 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.
<b>Constats :</b> En de nombreux endroits des clôtures intérieures, directement accessibles aux animaux, les passages d'abreuvoir sont bloqués par une pierre, une bûche ou un bâton, y compris dans les enclos où la taille des félins permettrait leur passage vers l'extérieur. Les abris animaliers ont une conception qui ne permet pas, pour la plupart, de vérifier qu'aucun animal n'a réussi à pénétrer dans le couloir de service, directement en prise avec l'extérieur. Les œilletons créés ne sont pas opérants, du fait de la configuration des accès. Ils n'offrent donc aucune garantie de sécurité. Des cages annexes, adossées à l'enclos principal ou à l'abri, ont également été identifiées, qui présentent un niveau de sécurité et de solidité notablement insuffisant pour être utilisées (exemple de l'annexe à l'enclos C14). Le verrouillage des trappes ne repose, dans la plupart des cas, que sur le poids de ces dernières, alors même que le système de manœuvre par câble est accessible aux animaux.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique lancer des consultations d'entreprises, afin de faire réaliser une connexion entre nos abris, à grands et moyens félins, le réseau de distribution d'eau interne. Ces travaux permettront d'installer des abreuvoirs automatiques dans les abris et dans les enclos. Il précise également que 20 sas ont déjà été installés dans les abris des félins et d'autres seront installés prochainement (devis en cours). Des passes-viandes dans les loges des grands félins, dans un premier temps, seront installés, afin qu'il ne soit plus nécessaire aux soigneurs d'entrer dans les loges lors du nourrissage. Des améliorations des systèmes d'ouverture des trappes à distance sont en cours d'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 31 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
<b>Constats :</b> Les abris animaliers ont une conception qui ne permet pas, pour la plupart, de vérifier qu'aucun animal n'a réussi à pénétrer dans le couloir de service, directement en prise avec l'extérieur. La création de sas dans ces abris semble important, mais, dans l'attente, les œillets créés ne sont pas opérants, du fait de la configuration des accès. Ils n'offrent donc aucune garantie de sécurité.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique que 20 sas ont déjà été installés dans les abris des félins et d'autres seront installés prochainement (devis en cours). Des passes-viandes dans les loges des grands félins, dans un premier temps, seront installés, afin qu'il ne soit plus nécessaire aux soigneurs d'entrer dans les loges lors du nourrissage. Des améliorations des systèmes d'ouverture des trappes à distance sont en cours d'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 32 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en par l'établissement aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 33 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement fournit au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées : <ul style="list-style-type: none"><li>- nom scientifique ; - nom vernaculaire ;</li><li>- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ; - répartition géographique ;</li><li>- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; ainsi que, le cas échéant : - statut de protection de l'espèce ;</li><li>- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;</li><li>- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.</li></ul> Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 34 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement fournit au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation. L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 35 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés. Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 36 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun spectacle ou animation avec la participation d'animaux n'est réalisé au sein de l'établissement.
<b>Constats :</b> Des animations liées aux nourrissages des animaux (magots et lémuriens notamment) sont réalisées mais sans activité de dressage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 37 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La vente aux visiteurs des animaux hébergés dans l'établissement est interdite.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 38 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement permet de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme, pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes. Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.
<b>Constats :</b> Certaines clôtures présentent des risques liés aux dispositions techniques de nourrissage et d'abreuvement (trappes de passage des abreuvoirs au sol accessibles aux animaux). Manque d'entretien de l'enceinte extérieure.
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique lancer des consultations d'entreprises, afin de faire réaliser une connexion entre les abris, à grands et moyens félins, et le réseau de distribution d'eau interne. Ces travaux permettront d'installer des abreuvoirs automatiques dans les abris et dans les enclos. Il précise également que 20 sas ont déjà été installés dans les abris des félins et d'autres seront installés prochainement (devis en cours). Des passes-viandes dans les loges des grands félins, dans un premier temps, seront installés, afin qu'il ne soit plus nécessaire aux soigneurs d'entrer dans les loges lors du nourrissage. Des améliorations des systèmes d'ouverture des trappes à distance sont en cours d'étude.  S'agissant de la clôture extérieure, il indique avoir comptabilisé les linéaires de clôture extérieure ne respectant pas la réglementation ou n'étant pas dans un état convenable, et avoir amorcé les travaux nécessaires. Il précise consulter en parallèle des entreprises spécialisées dans la pose de grillage, afin de gagner en rapidité d'intervention. Afin d'assurer la sécurisation du grillage proche du parking bus, il s'engage à installer des dispositifs dans les prochains jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 39 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Secteur « Parc des Félines » Réseau Géodésique français 1993 - Coordonnées géographiques X1 = 02°57'22"E Y1 = 48°42'44"N ; X2= 02°57'18"E Y2 = 48°42'33"N Coordonnées Lambert II étendu Coordonnées en projection X1 = 645 631 m Y1 = 2 412 819 m ; X 2= 645 544 m Y2= 2 412 475 m Coordonnées Lambert 93 Coordonnées en projection X1 = 696 777 m Y1 = 6 845 812 m ; X2 = 696 695 m Y2 = 6 845 455 m Altitude (mètres) Forage 1 = 111 ; Forage 2 = 111 Profondeur (mètres) Forage 1 = 141,35 ; Forage 2 = 65 Débit (m3/h) Forage 1 =12 ; Forage 2 = 2,5
<b>Constats :</b> Un forage a été créé sans déclaration préalable sur le secteur "Terre de Singes". Ce forage a été réalisé sans respecter les règles de l'art et sans prendre en compte les impératifs de protection de la ressource en eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 40 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I . Secteur « Parc des Félines » La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°1 est fixée à 500 m3/an. La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°2 est fixée à 8 500 m3/an.
<b>Constats :</b> Les prélèvements autorisés ne sont pas suivis. Un troisième prélèvement illégal a été créé dans le secteur "Terre de Singes"
<b>Observations :</b> Dans un courriel du 16 juin 2023, l'exploitant indique avoir faire réaliser des devis pour les différents travaux d'études et de mises aux normes des forages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 41 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Secteur « Parc des félins » : Les eaux usées sont rejetées, après traitement, dans un étang présent sur le site, appelé « bassin de la Fortelle » (milieu hydraulique naturel superficiel). Les eaux usées du secteur « Parc des Félins » (issues des locaux du personnel, des locaux affectés aux animaux, des locaux recevant du public comme les sanitaires et le restaurant, etc.) sont collectées et traitées par une station d'épuration autonome à macrophytes, implantée dans le secteur « Parc des Félins » et répondant aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif (sauf quand la charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5). Les effluents sont traités par voie biologique et tel que décrit dans le dossier et ses compléments (dégraisseur/débourbeur pour les eaux de cuisine, filière biologique à cultures fixées avant infiltration dans le milieu naturel). Les eaux de lavage et les eaux pluviales souillées sont récupérées après dégrillage par le dispositif décrit dans le paragraphe ci-dessus. Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement, ...), les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine. Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non-traités est interdit. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>II . Valeurs limites de rejet dans le cas de rejet dans le milieu naturel</p> <p>Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau du regard avant l'exutoire. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées.</p> <p>Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont : Paramètre Concentration moyenne mensuelle Flux journalier maximal autorisé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : Concentration moyenne mensuelle : 35 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 15 kg/j</li><li>- DBO5 (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 35 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 30 kg/j</li><li>- DCO (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 200 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 100 kg/j</li><li>- Azote Kjeldahl : Concentration moyenne mensuelle : 40 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 150 kg/j</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>La station d'épuration du secteur "Parc des Félins" présentait un retour d'eaux usées à l'extérieur du dispositif, suite à une opération de réparation mal exécutée et interrompue.</p>
<b>Observations :</b> <p>La suppression du déversement anormal a été réalisée le jour même de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15jours



**POINT DE CONTRÔLE N° 42 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1>9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Secteur « Terre de Singes »,AVANT TRAVAUX D'EXTENSION : Les eaux usées du secteur « Terre de Singes » sont traitées par une station d'épuration autonome de type « traitement biologique », répondant aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement, ...), les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine. Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non-traités est interdit. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. II . Valeurs limites de rejet dans le cas de rejet dans le milieu naturel Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau d'un regard situé à l'entrée de la plaine d'infiltration. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées. Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont : - MES : Concentration moyenne mensuelle : 150 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé: 4 kg/j - DBO5 (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 120 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 3 kg/j - DCO (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 240 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 6 kg/j
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 43 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau du regard avant l'exutoire. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**POINT DE CONTRÔLE N° 44 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales de l'ensemble du site sont gérées de façon à favoriser leur infiltration dans le sol et, le cas échéant, pour rendre acceptable leur restitution au milieu aquatique superficiel, au titre de la protection du milieu récepteur ou de la prévention des phénomènes d'inondation. Les plans d'eau présents dans l'établissement participent des capacités de stockage des eaux pluviales. Des noues sont aménagées en bordure de l'emprise de la plaine animalière du pôle hôtelier, conformément au dossier de demande d'autorisation, pour constituer une retenue d'eau complémentaire. L'ensemble des équipements, canalisations et ouvrages qui participent à la gestion des eaux pluviales est régulièrement suivi et entretenu.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 45 : Règlement intérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur qui fixe notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;</li><li>- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;</li><li>- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public. Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent. Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).</li></ul>
<b>Constats :</b> Il existe trois versions différentes du règlement intérieur : une dans le classeur au bureau, et une à l'entrée de chaque parc, qui diffèrent légèrement. Les horaires d'ouverture et les interdictions applicables dans les parcs sont mentionnées, mais le règlement intérieur affiché à l'entrée du secteur "Terre de Singe" est plus explicite sur le respect des barrières et zones interdites que ne l'est le règlement affiché du secteur "Parc des Félines". Les risques liés au comportement des visiteurs ne sont pas clairement indiqués, seule la mention des espèces est affichée. Cette mention n'est pas exhaustive pour le secteur "Terre de singe". Le nourrissage des animaux est interdit dans les enclos d'immersion mais rien n'est précisé pour les autres enclos et les dangers du nourrissage ne sont pas affichés. Il n'y a pas de mention des dangers présentés par les différents animaux. Le règlement intérieur n'est affiché qu'à l'entrée de chaque parc et non en plusieurs endroits tel que prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 46 : Règlement de service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe : <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;</li><li>- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;</li><li>- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;</li><li>- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;</li><li>- les règles propres à assurer le bien-être des animaux.</li></ul> Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
<b>Constats :</b> L'affichage du règlement de service a été constaté dans l'espace restauration. Une employée a indiqué qu'il était affiché dans chaque espace à l'exception des locaux de l'administration, mais ce point n'a pu être vérifié. Les règles de manœuvre concernant les animaux dangereux uniquement ont été transmis sous forme d'annexes au règlement de service, mais elles n'étaient pas présentes dans le classeur DUERP. Les conditions de circulation sont lacunaires et peu précises : seuls apparaissent quelques éléments sur l'usage de véhicules, notamment de travaux, et quelques éléments dans le protocole de rentrée des animaux dangereux. Les règles à appliquer pour la sécurité du public, et les règles relatives au bien-être animal ne sont pas mentionnées dans le règlement de service. Les règles d'hygiène sont mentionnées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 47 : Plan de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié : <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;</li><li>- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;</li><li>- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;</li><li>- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan de secours ne contient pas l'exhaustivité des situations nécessitant sa mise en œuvre. S'agissant de la mise à jour intervenue après l'incident du 9 avril 2023, elle a été testée à l'issue de l'inspection. Cette mise à jour, réalisée à la demande de l'inspection des installations classées, avait pour but de rendre efficient la procédure de mise en sécurité des visiteurs en cas de fuite d'un animal dangereux hors de son enclos, en période d'ouverture au public de l'établissement. Quelques améliorations seront à réaliser en fonction du retour d'expérience de cet exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 48 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>Titre 3 Art 1.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux de la faune sauvage est interdite, à l'exception de l'enclos des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et de la volière des oiseaux du secteur « Terre de Singes ». La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux domestiques, les Lémuriens, les Magots, les Saïmiris et les oiseaux en volière n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations et de conditions de fonctionnement adaptées. De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux. Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée. Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations. Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles. Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés. Dans le cas où le public est admis au sein des enclos, le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 49 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le public ne peut être autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée. A l'issue de cette opération, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet